

Pour diffusion immédiate

La politique scandaleuse de la Coalition Avenir Québec en matière de frais de scolarité nuit à tous les Québécois

Le Quebec Community Groups Network se dit vivement préoccupé par la récente décision du gouvernement du premier ministre François Legault d'augmenter les frais de scolarité pour les étudiants de l'extérieur de la province. Une telle mesure incitera de jeunes Québécois d'expression anglaise à quitter la province et empêchera également de jeunes talents des autres provinces de venir s'installer au Québec.

« Le premier ministre Legault affirme qu'il tente de préserver et de promouvoir la langue française au Québec, et c'est un objectif que nous soutenons, » a déclaré Sylvia Martin-Laforge, directrice générale du QCGN. « Mais il est maintenant clair que ce gouvernement a conclu que la façon la plus efficace de protéger le français est de réduire la présence de l'anglais et des institutions de langue anglaise dans la mesure du possible.

« L'assaut lancé cette semaine contre les universités anglophones en doublant ainsi les frais de scolarité réguliers pour les étudiants de l'extérieur du Québec qui veulent étudier à McGill, Concordia ou Bishop's n'est que l'expression la plus récente et la plus flagrante des mesures gouvernementales », a indiqué Mme Martin-Laforge, notant que les jeunes Québécois d'expression anglaise disent aux médias qu'ils ne se sentent pas les bienvenus dans leur propre province.

Mme Martin-Laforge de poursuivre : « À maintes reprises, les ministres du gouvernement se plaignent, parfois avec amertume, du nombre de personnes qui parlent anglais dans notre ville multilingue. Nous estimons que la diversité du Québec est une force.

« Si les mesures de la CAQ en général, y compris la dangereuse Loi 96, peuvent viser la région de Montréal, elles entraînent également des dommages collatéraux pour les quelque 250 000 Québécois d'expression anglaise qui vivent à l'extérieur de la métropole. Nous avons tous un lourd tribut à payer pour l'obsession de la CAQ relative au « Bonjour/Hi » que l'on entend au centre-ville de Montréal. »

Selon Mme Martin-Laforge, le gouvernement de la CAQ n'a fait que se contenter de belles paroles à l'égard de la communauté d'expression anglaise depuis son élection en 2018. « Comment expliquer autrement que Eric Girard, ministre des Finances, responsable des Relations avec les Québécois d'expression anglaise, garde le silence alors que ses collègues du Cabinet refusent les droits et l'accès aux services aux anglophones, pénalisent leurs établissements, comme les universités et les cégeps, et dénigrent publiquement la présence même de l'anglais dans une ville cosmopolite de calibre international? »

« Je demande au ministre Girard de nous dire ce qu'il compte faire pour la communauté des Québécois, dont il a la responsabilité ministérielle », a lancé la directrice générale du QCGN.

« Le fait d'affaiblir les universités anglophones du Québec, qui comptent parmi les meilleures au monde, ne fera qu'empêcher d'attirer les talents, l'énergie, les cerveaux et les perspectives dont le Québec a besoin pour construire et croître dans une économie de plus en plus mondialisée, conclut Mme Martin-Laforge. Ne vous y trompez pas : la perte du Québec sera le gain de quelqu'un d'autre. »

Le Quebec Community Groups Network (www.qcgn.ca) est un organisme à but non lucratif qui rassemble des organismes communautaires d'expression anglaise de tout le Québec. Centre d'expertise et d'actions collectives fondées sur des données probantes, il cerne, aborde et explore les enjeux stratégiques qui ont des répercussions sur le développement et le dynamisme de la communauté québécoise d'expression anglaise. Le QCGN favorise également le dialogue et la collaboration entre ses organisations membres, les particuliers, les groupes, les institutions et les dirigeants de la communauté.

Pour de plus amples informations :

Rita Legault, directrice des communications | rita.legault@qcgn.ca

Téléphone : 438-270-0680